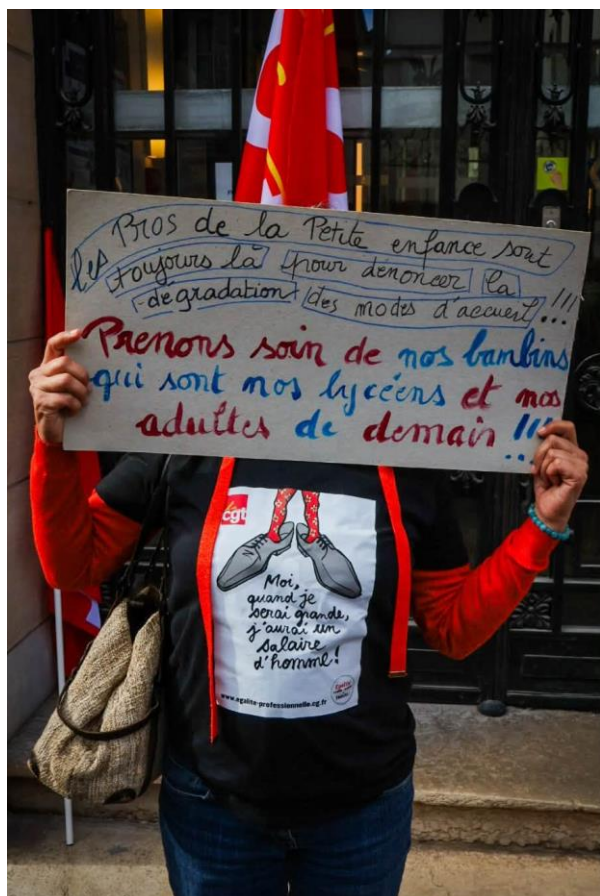


Déclaration CGT ville de Dijon, CCAS, Dijon métropole

Jeudi 8 octobre 2026



Aujourd'hui, nous sommes réunies devant la préfecture dans le cadre de l'appel national de la fédération CGT des services publics, mais également aux côtés du collectif « Pas de bébé à la consigne ». Mais avant de parler de vos revendications, nous voulons commencer par un constat qui nous concerne toutes et tous.

Depuis plusieurs jours, la jeunesse se mobilise. Lycéennes, lycéens, étudiantes et étudiants sont dans la rue. Ils et elles se mobilisent pour leurs conditions d'études, pour dénoncer le manque de personnel, les classes surchargées, le manque de moyens et la dégradation de leurs établissements. La mobilisation s'est étendue à de nombreux lycées et universités à travers le pays. Et ce qu'ils elles nous disent est

important. Ils et elles nous disent que lorsqu'on ne met pas les moyens nécessaires dans les services publics, ce sont les usagers et usagères qui en subissent les conséquences. Mais ce sont aussi les personnels qui en paient le prix. Et c'est exactement ce que nous constatons aujourd'hui dans la fonction publique territoriale. A la Ville de Dijon comme ailleurs, nos services publics sont sous tension. Nous sommes confrontés à un manque de personnel qui devient structurel : les postes restent vacants, les absences ne sont pas toujours remplacées, les équipes travaillent en effectifs réduits et celles et ceux qui sont présents doivent constamment compenser, l'absentéisme augmente, la fatigue s'installe et les conditions de travail se dégradent.

Nous sommes faces à un véritable cercle vicieux :

- Moins de personnel,
- Plus de charges de travail,
- Plus de fatigue,
- Plus d'arrêts,
- Et encore moins de personnel.

Et pendant ce temps, on demande aux agentes et aux agents de continuer à assurer leurs missions comme si tout était normal. Mais non, tout ne va pas bien de nos services publics, dans les écoles, dans les crèches, dans les bibliothèques, dans les services administratifs, techniques, sociaux... Les agentes et agents nous parlent de fatigue, de surcharge, de travail, de perte de sens et parfois d'épuisement. Et derrière chaque agente et agent absent.es, il y a une équipe qui doit tenir. Derrière chaque poste non pourvu, il y a des collègues qui travaillent davantage. Derrière chaque service qui fonctionne en sous-effectif, il y a des usagères et usagers qui peuvent être moins bien accueilli.es. C'est cela la réalité du service public aujourd'hui.

Et la petite enfance en est un exemple particulièrement révélateur. Quand une structure doit fermer (par exemple le multi accueil du ruisseau) ou fonctionne avec des effectifs insuffisants, ce sont les professionnel.les qui se retrouvent en difficulté. Mais ce sont aussi les enfants et les familles qui en subissent directement les conséquences. On ne peut pas demander aux professionnel.les de la petite enfance de faire toujours plus avec toujours moins. Accueillir un enfant, l'accompagner, assurer sa sécurité, répondre à ses besoins, soutenir les familles, cela demande du temps, des professionnel.les en nombre suffisant et des conditions de travail dignes. La qualité de l'accueil ne peut pas être une variable d'ajustement budgétaire. C'est pourquoi la CGT est présente aujourd'hui aux côtés du collectif « Pas de bébé à la consigne ».

Nous revendiquons :

- des effectifs suffisants,
- un adulte pour cinq enfants,
- de meilleures conditions de travail,
- la reconnaissance des qualifications et des métiers de la petite enfance,
- des rémunérations à la hauteur des responsabilités exercées,
- un accueil en surnombre limité à 110 % des inscrit.es en crèche.

Aujourd'hui devant la préfecture, nous portons un message clair : donner des moyens au service public, c'est investir de notre avenir. C'est investir dans nos enfants, notre jeunesse et dans les familles. C'est investir dans nos territoires et c'est respecter celles et ceux qui chaque jour font vivre le service public.

Alors oui, les CGT est immobilisée pour nos services publics, pour nos enfants, pour nos jeunes, pour nos collègues, pour nos métiers, pour nos conditions de travail.

Lycéennes, lycéens, étudiantes, étudiants, fonctionnaires et salarié.es du privé, continuons à nous mobiliser tant que les moyens ne seront pas à la hauteur des besoins.